

Session de Cambridge - 1931

Le conflit des lois pénales en matière de compétence

(Rapporteur : M. André Mercier)

L'Institut,

Prenant en considération l'évolution de la science du droit pénal international et du droit positif, estime qu'il y a lieu de modifier et de compléter les Résolutions votées dans sa session de Munich, en 1883, en remplaçant les articles 1 à 11 par les dispositions suivantes :

Article premier

La loi pénale d'un Etat régit toute infraction commise sur son territoire, sous réserve des exceptions consacrées par le Droit des Gens.

Article 2

La loi d'un Etat peut considérer une infraction comme ayant été commise sur son territoire aussi bien lorsqu'un acte de commission ou d'omission qui la constitue y a été perpétré ou tenté que lorsque le résultat s'y est produit ou devait s'y produire.

Cette règle est aussi applicable aux actes de participation.

Article 3

Chaque Etat a le droit d'étendre sa loi pénale à toute infraction ou à tout acte de participation délictueuse commis par ses nationaux à l'étranger.

Article 4

Tout Etat a le droit de punir des actes commis en dehors de son territoire, même par des étrangers, lorsque ces actes constituent :

- a) un attentat contre sa sécurité ;
- b) une falsification de sa monnaie, de ses timbres, sceaux ou marques officiels.

Cette règle est applicable lors même que les faits considérés ne sont pas prévus par la loi pénale du pays sur le territoire duquel ils ont été commis.

Article 5

Tout Etat a le droit de punir des actes commis à l'étranger par un étranger découvert sur son territoire lorsque ces actes constituent une infraction contre des intérêts généraux protégés par le droit international (tels que la piraterie, la traite des noirs, la traite des blanches, la propagation de maladies contagieuses, l'atteinte à des moyens de communication internationaux, canaux, câbles sous-marins, la falsification des monnaies, instruments de crédit, etc.), à condition que l'extradition de l'inculpé ne soit pas demandée ou que l'offre en soit refusée par l'Etat sur le territoire duquel le délit a été commis ou dont l'inculpé est ressortissant.

*

(3 août 1931)